

## CAISSE INTER-CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE, CHARGÉE DU RECOUVREMENT DES COTISATIONS

## Un projet abandonné ?

**Le Conseil du gouvernement avait examiné et adopté, le 12 juillet 2006, un décret exécutif portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse nationale de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Trois années et demie plus tard, ce décret est resté dans les tiroirs.**

**P**our rappel, pris en application des dispositions de la loi relative aux obligations des assujettis en matière de sécurité sociale, le décret exécutif cité plus haut a pour objet d'instituer une caisse nationale chargée des recouvrements des cotisations de la Sécurité sociale.

Créée en la forme d'un établissement public à caractère spécifique, la caisse est notamment chargée, toujours selon le décret du gouvernement, de l'immatriculation des employeurs, d'une part, et des travailleurs salariés affiliés à la Sécurité sociale, d'autre part ; de la tenue et de la mise à jour des différents fichiers des assujettis ; du recouvrement des cotisations de la Sécurité sociale et de la mise à disposition de chaque caisse de sécurité sociale des fonds néces-

saires pour le paiement des prestations et les frais de fonctionnement dans la limite de leur quote-part ; du contrôle de l'état d'exécution des obligations à la charge des assujettis en matière de Sécurité sociale ; de l'information, en ce qui la concerne, des assujettis, sur leurs droits et obligations prévus par la législation et la réglementation en vigueur ; et de la participation aux actions menées par les autorités compétentes en matière de lutte contre le travail informel et l'évasion en matière sociale et du développement des actions d'entraide administrative.

#### Mutualiser les moyens des organismes existants

La création de cet établissement devrait permettre, selon le gouverne-

ment, « outre l'amélioration des relations inter-caisses, une plus grande efficacité dans l'exécution de la fonction de recouvrement des cotisations permettant une maîtrise renforcée du financement de la sécurité sociale ».

Ce nouvel organisme de Sécurité sociale, qui est l'une des plus anciennes recommandations de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR, affiliée à l'UGTA) aura à collecter annuellement plus de 500 milliards de dinars de cotisations de sécurité sociale, et certainement beaucoup plus avec les récentes augmentations des salaires et le prochain relèvement du SNMG. Si le gouvernement, malgré tout ce retard, venait à persister dans la mise en place de cet organisme, il faut espérer que la direction de cet organisme soit confiée à

une personne compétente, intègre et non partisane : il y va de la sécurité de cette institution et de l'énorme manne financière qu'elle drainera. Même si de notre point de vue, et nous ne l'avons jamais caché dans ces colonnes, il serait plutôt inapproprié de rendre effective la création de cette énième caisse, dont l'utilité n'est pas démontrée et qui serait budgétivore au moment où le système de sécurité sociale (assurance maladie et retraite) ne brille pas par sa bonne santé financière.

On peut nettement améliorer le dispositif actuel de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, tout en mutualisant davantage les moyens des organismes existants, Cnas et CNR principalement.

Djilali Hadjadj

## La retraite en France, une cure de jeunesse ?

Serait-ce une incitation à travailler moins longtemps ? Un important regain de santé est ressenti en France dans les années qui suivent le départ en retraite. Telle est la conclusion d'une vaste étude menée auprès de plus de 14 000 personnes, par des chercheurs de l'Inserm — Institut français pour la recherche médicale — avec des scientifiques suédois, finlandais et anglais, publiée dans la revue britannique *The Lancet*, lundi 9 novembre 2009. Les résultats de cette enquête confirment une relation entre la santé perçue et l'avancée en âge. Ainsi, pendant les années qui précèdent le départ en retraite, la proportion de personnes déclarant un mauvais état de santé ne cesse d'augmenter pour atteindre 20% des personnes interrogées.

Cette tendance s'inverse brusquement au moment de la retraite pour ne représenter plus que 14% un an après la cessation d'activité professionnelle. En moyenne, les sujets retrouvent après le départ à la retraite l'état de santé qu'ils déclaraient huit à dix ans plus tôt. En d'autres termes, ils rajeunissent de dix ans !

#### «Enjeu complexe»

Bien sûr, ce sentiment d'être en meilleure santé, constaté tant chez les hommes que

chez les femmes, est particulièrement notable chez les personnes soumises à des conditions de travail défavorables (forte demande physique et psychologique, insatisfaction au travail).

Des résultats analogues concernant les troubles du sommeil apparaissent avec une nette diminution après le départ à la retraite. L'état de santé perçu par les participants a été mesuré chaque année sur une échelle allant de 1 (très bon) à 8 (très mauvais).

«L'état de santé perçu est en général un très bon reflet de l'état de santé réel de la personne», souligne un chercheur à l'Inserm.

Pour les auteurs, il faut être prudent dans l'interprétation de ces résultats.

«Il ne s'agit pas de conclure trop vite qu'il est mauvais pour la santé de travailler après 55 ans», expliquent-ils. Les personnes suivies font partie de la cohorte Gazel, mise en place en 1989, et composée à l'origine de plus de 20 000 agents d'EDF-GDF.

Les chercheurs ont suivi plus de 14 000 personnes sept ans avant et sept ans après leur départ en retraite, sur la période 1989-2007. Les trois quarts ont pris leur retraite avant 56 ans, et la quasi-totalité avant 61 ans.

LSR

## Quelle mouche a piqué le directeur général de la Casnos ?

Lu dans *El Watan* du 12 novembre 2009 un article intitulé : «Elle interpelle le ministre et se fait menacer par son DG». On y évoque un fait tout ce qui il y a de plus ahurissant, et malheureusement de pratique assez courante. C'est l'histoire d'une employée de l'agence Casnos de la wilaya de Tizi-Ouzou qui reçoit des menaces du directeur général-siège de cet organisme, et ce, dès que le ministre a le dos tourné, lors d'une visite de travail dans la région ! Mettant à profit la présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, cette employée a osé — ce qui en était trop pour ce directeur général indéclicat — faire part au représentant du gouvernement de ses conditions de travail exécrables.

«Pauvre» directeur général, qui, ayant tout préparé et tout balisé pour que cette «visite ministérielle» ne soit pas perturbée, s'est fait doubler sur le poteau par une employée locale ! Cette dernière est de suite menacée par ce directeur général qui fera à son rencontre usage d'une formule policière du genre : «Pour qui tu te prends de t'adresser ainsi au ministre ? Tu auras de mes nouvelles.» Le plus cocasse, c'est qu'elle ne savait même que c'était son «patron» national : mais cela ne l'a pas empêché de revenir à la charge auprès du ministre, toujours présent sur les lieux, et de lui rapporter les menaces qu'elle venait de recevoir de son directeur général. Toujours selon *El Watan*, l'histoire finissant bien sur le moment, le ministre aurait rassuré cette employée contre d'éventuelles représailles. Il serait intéressant de savoir ce que compte prendre le ministre comme mesures discrétionnaires contre ce directeur général : une décision conservatoire immédiate s'impose, un blâme serait de rigueur. Quant au directeur de l'agence Casnos de la wilaya de Tizi-Ouzou, il ferait mieux d'agir pour améliorer les conditions de travail du personnel : il y va de la qualité de l'accueil des assurés sociaux.

D. H.

## Courrier des lecteurs

## Limogé puis réintégré sans versement des arriérés de cotisation !

Etant un lecteur assidu du quotidien *le Soir d'Algérie*, en date des 28 octobre et 4 novembre de l'année courante, j'ai lu deux articles dans la rubrique «Soir Retraite» qui sont similaires à mon cas. En effet, j'ai réintégré mon poste de travail en date du 1<sup>er</sup> juillet 2007 suite à un arrêt de la Cour suprême confirmant la décision de justice du 29 mai 2000 : j'ai été abusivement licencié le 22 juillet 1998. A ma réintégration, on me pousse à partir en retraite sans pour autant redresser ma situation en terme de versement de mes cotisations sécurité sociale et retraite d'une durée de 9 ans, en plus du refus de me rétablir dans mes droits conformément à l'article 73.4 de la loi 91.29. Pour plus de précision, je vous transmets ci-joint une lettre que j'ai adressée au ministre de l'Energie et des Mines avec copie à toutes les institutions de l'Etat concernées. Je vous prie de bien vouloir diffuser mon recours.

Y. Sidhoum

## Pension d'invalidité de réversion en France

Permettez-moi de vous écrire pour la première fois pour connaître mes droits à une pension d'invalidité de réversion à ma mère et l'autre ayant droit. Mon défunt père, Kertiou Bachir, était titulaire d'une pension d'invalidité d'un montant de 1261,47 euros par mois, suite à 2 accidents en France. Après son décès, la CPAM de Maubeuge refuse la réversion de sa pension d'invalidité au conjoint survivant et aux autres ayants droit. L'affaire est pendante depuis le 20 septembre 2006 durant le T.A.S.S. de Valenciennes.

Suite aux 5 réunions de notre avocat qui ne répond ni à mes lettres ni à mes appels téléphoniques, l'affaire a été radiée au rôle des affaires en cours avec possibilité d'enrôlement.

Aussi, je vous saurai gré de bien vouloir m'informer de mes droits à cette pension d'invalidité de réversion.

Kertiou Salah, Biskra

**RÉPONSE :** La pension d'invalidité a pour objet de remplacer le manque à gagner de l'assuré de moins de 60 ans, qui subit de manière durable une réduction de sa capacité de travail ou de gain, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

Réversion en cas de décès, au regard de la législation française : le conjoint survivant d'un assuré social a droit à une pension de veuve ou veuf si, âgé de moins de 55 ans, il (ou elle) est reconnu(e) invalide. La pension de veuve ou veuf d'invalide est égale à 54% de la pension principale dont bénéficiait (ou aurait bénéficié) le (la) conjoint (e) défunt (e). L'assuré décédé était titulaire d'une pension d'invalidité, donc la pension de réversion est déterminée sur la base de la pension de vieillesse substituée à la pension d'invalidité dont aurait bénéficié l'assuré décédé.